

AR36

038 - FYE

*10<sup>ième</sup>*  
RAPPORT  
ANNUEL  
*1964*



UNION DU CANADA

LIFE | ASSURANCE | VIE

SIÈGE SOCIAL

325, RUE DALHOUSIE

OTTAWA 2, ONTARIO



Digitized by the Internet Archive  
in 2023 with funding from  
University of Alberta Library

[https://archive.org/details/Unio1915\\_1964](https://archive.org/details/Unio1915_1964)



JUN 11 1965



## RAPPORT DU PRÉSIDENT GÉNÉRAL

### AUX MEMBRES DU CONSEIL EXÉCUTIF, À TOUS LES SOCIÉTAIRES,

Je suis fort heureux de vous présenter, au nom du Conseil exécutif de l'Union du Canada, ce 101<sup>ième</sup> rapport annuel pour l'exercice financier 1964.

Nous avons célébré cette année le centenaire de l'obtention de notre charte et avons voulu marqué cette date si importante pour vous par la rénovation complète du bureau-chef.

La XX<sup>le</sup> Session fédérale a aussi tenu ses assises au Château Laurier, à Ottawa, les 30 et 31 octobre. Les 50 délégués, élus par les différentes régions et localités, aidés par le Conseil Exécutif et le Vérificateur, ont accompli un travail remarquable qui mérite nos plus vives félicitations. Le Code de votre Société a été mis à point et la Session fédérale a décidé de réorganiser l'agencement des bureaux et des régions afin de procéder à un projet qui s'avérait fort nécessaire depuis longtemps, celui du paiement des contributions directement au bureau-chef. Cette décision de la Session fédérale devra être mise en vigueur durant les années 1965 et 1966 et, outre les nombreux avantages d'organisation, votre Société réalisera une épargne considérable dont elle pourra faire jouir ses membres par des services plus adéquats.

2001 1 1 JUL

Durant 1964 le Conseil exécutif a dû combler certaines vacances. M. Grégoire Perrault, homme d'affaire de Joliette, a remplacé M. Octave Gaudry, décédé. Pour succéder au notaire J. A. Fortin d'Alma, décédé également, le bureau de direction a jeté son dévolu sur M. le notaire Yves A. Rioux de Sept-Iles. Enfin l'honorable L. P. Cécile, c.r., ministre du bien-être dans le gouvernement ontarien, a succédé au Dr D. Saint-Pierre. Ce dernier, cependant, conserve son poste de directeur médical.

Ces choix ont été des plus judicieux puisque la Session fédérale les a ratifiés en plus de réélire les autres directeurs déjà en fonction.

Comme vous le constaterez à la lecture du rapport financier, l'actif accuse un gain de plus de \$600,000.00 sur l'année précédente et, tenant compte du passif, nous arrivons à un surplus total au compte surplus et réserves de près de \$2,810,000.00.

L'opération des caisses montre une augmentation des revenus de près de \$300,000.00 contre celle des dépenses d'à peu près \$100,000.00 donnant un surplus des opérations de l'année de \$530,000.00.

Vous lirez avec intérêt les différents points saillants de l'année en regard avec ceux de l'année 1960. Ce tableau indique les succès remportés au cours des dernières quatre années.

Les réserves actuarielles requises ont augmenté encore cette année et notre rendement sur les placements s'est maintenu.

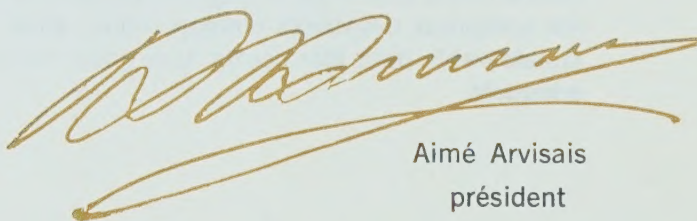
Les placements de votre Société sont répartis, outre l'immeuble et l'ameublement du bureau-chef, dans une proportion à peu près égale en obligations de première valeur et en premières hypothèques aux membres de l'Union du Canada.

Nous demandons à tous les membres de bien vouloir nous continuer l'encouragement et la coopération accordée si généreusement dans le passé afin que votre Société continue de progresser sans cesse.

Nous remercions de façon toute particulière les officiers supérieurs du bureau-chef, ainsi que leurs employés et tous nos gérants et agents, à plein temps ou à temps partiel, ainsi que nos dévoués percepteurs pour le travail infatigable et l'effort constant qu'ils ont fournis. Mille mercis à ces collaborateurs.

Permettez que j'exprime ici à titre de président toute ma gratitude aux vice-présidents et à tous les administrateurs du Conseil Exécutif qui, sans exception et de façon constante, au cours de l'année 1964, se sont dévoués sans cesse aux progrès de l'Union du Canada. A tous et à chacun, merci!

Respectueusement vôtre



Aimé Arvisais  
président



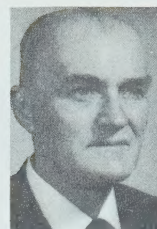
## CONSEIL EXÉCUTIF



Premier vice-président  
M. le notaire  
J. E. Guillet  
Montréal, P.Q.



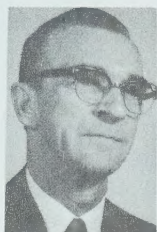
Deuxième vice-président  
M. Jos Trépanier  
Québec, P.Q.



M. le notaire  
Thomas-Ls Gauthier  
Drummondville, P.Q.



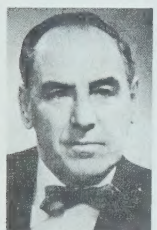
M. J. Adelba Marleau  
Sturgeon Falls, Ont.



M. Edouard Harvey  
Pointe au Pic, P.Q.



M. Paul Raymond  
Hull, P.Q.



L'honorable  
Louis-P. Cécile, C.R.  
Hawkesbury, Ont.

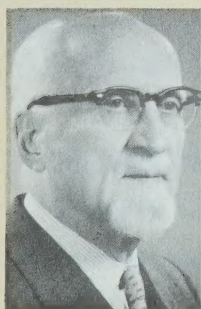


M. Grégoire Perrault  
Joliette, P.Q.



M. le notaire  
Yves A. Rioux  
Sept Îles, P.Q.

## OFFICIERS



Dr Damien Saint-Pierre  
Directeur médical



M. Florian Carrière  
Secrétaire



M. Jean-Marie St-Georges, c.a.  
Trésorier



M. W. F. D. Anderson  
Directeur des ventes



# U N I O N      D U      C

## L I F E | A S S

### A C T I F

#### DISPONIBILITÉS

	1963	1964
Banque .....	\$ 229,773.52	\$ 47,226.86
Comptes à recevoir .....	162,030.15	167,834.80
Cotisations à recevoir .....	120,217.73	135,946.35
Intérêts échus à recevoir .....	127,716.19	134,618.35
	<u>\$ 639,737.59</u>	<u>\$ 485,626.74</u>

#### PLACEMENTS

Obligations .....	\$ 6,341,180.45	\$ 6,623,619.92
Prêts hypothécaires .....	6,478,626.61	6,410,236.90
Prêts aux membres .....	792,076.97	780,926.43
Actions .....	135,357.05	140,978.30
	<u>\$ 13,747,241.08</u>	<u>\$ 13,955,761.55</u>

#### IMMOBILISATIONS

Immeubles .....	\$ 470,391.60	\$ 930,558.22
Ameublement .....	105,218.48	167,781.34
	<u>\$ 575,610.08</u>	<u>\$ 1,098,339.56</u>
	<u>\$ 14,962,588.75</u>	<u>\$ 15,539,727.85</u>

Approuvé pour le Conseil Exécutif:

AIMÉ ARVISAIS—président

EUGÈNE GUILLET—N.P. premier vice-président



## PASSIF

	1963	1964
<b>EXIGIBILITÉS</b>		
Comptes à payer .....	\$ 19,443.84	\$ 44,741.36
Réclamations à payer .....	88,409.94	77,510.57
Cotisations perçues d'avance .....	43,335.72	35,795.65
Argent reçu en dépôt .....	25,841.37	82,452.06
Dividendes accumulés et à payer .....	78,147.59	61,561.74
	<u>\$ 255,178.46</u>	<u>\$ 302,061.38</u>
 <b>RÉSERVES ACTUARIELLES</b>		
Selon certificat de l'actuaire .....	<u>\$ 11,966,844.00</u>	<u>\$ 12,426,727.00</u>
 <b>SURPLUS ET RÉSERVES</b>		
Réserve re: fluctuation des actions ....	\$ 21,409.10	\$ 22,417.68
Réserve re: dividendes .....	120,000.00	125,000.00
Total des réserves .....	<u>\$ 141,409.10</u>	<u>\$ 147,417.68</u>
Surplus non approprié .....	2,699,157.19	2,663,521.79
Surplus total .....	<u>\$ 2,740,566.29</u>	<u>\$ 2,810,939.47</u>
	<u><u>\$ 14,962,588.75</u></u>	<u><u>\$ 15,539,727.85</u></u>

Ce bilan est celui dont il est question dans mon certificat de ce jour.

J. P. MARCHAND, C.A.—vérificateur

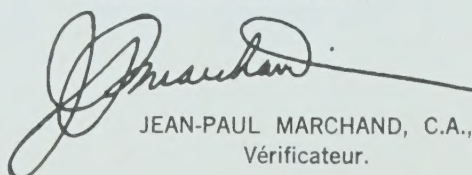
# POINTS SAILLANTS



POINTS SAILLANTS	1960	1964
Actif -----	\$14,037,164.00	\$15,539,728.00
Réserves actuarielles -----	10,480,635.00	12,426,727.00
Risque en vigueur -----	78,052,216.00	89,024,746.00
Surplus général -----	2,299,133.00	2,810,939.00
Revenus -----	2,506,108.00	3,225,237.00
Assurance ordinaire vendue -----	11,493,219.00	14,029,305.00
Dividendes payés durant l'année -----	75,529.00	118,397.22
Placements hypothécaires à nos membres au 31 décembre -----	5,828,501.00	6,410,237.00
Prêts aux membres -----	596,283.00	780,926.00

A mon avis, le bilan et les états d'opérations ci-annexés présentent équitablement la situation financière de l'Union du Canada Life-Assurance-Vie au 31 décembre 1964 ainsi que le résultat des opérations de l'année à cette date, au meilleur de ma connaissance, d'après les renseignements et les explications obtenus, le tout conforme aux livres tenus selon des principes comptables généralement reconnus et utilisés de la même manière qu'au cours de l'année précédente.

Respectueusement soumis,

  
JEAN-PAUL MARCHAND, C.A.,  
Vérificateur.

OTTAWA, ce 25 février 1965





## OPÉRATIONS DES CAISSES

### REVENUS

1963

1964

Caisse assurance -----	\$ 1,211,731.12	\$ 1,292,606.05
Caisse secours -----	116,980.05	157,120.41
Caisse administration -----	898,972.14	931,342.16
Compte du revenu des placements -----	815,063.73	844,168.49
	<u>\$ 3,042,747.04</u>	<u>\$ 3,225,237.11</u>

### DÉPENSES

Caisse assurance -----	\$ 1,389,891.53	\$ 1,431,896.81
Caisse secours -----	148,934.54	141,768.07
Caisse administration -----	909,507.97	1,020,882.43
Compte du revenu des placements -----	80,278.45	66,283.62
Réserve administrative -----	48,850.00	34,150.00
	<u>\$ 2,577,462.49</u>	<u>\$ 2,694,980.93</u>

Surplus des opérations de l'année -----	<u>\$ 465,284.55</u>	<u>\$ 530,256.18</u>
---	----------------------	----------------------

Je certifie par les présentes qu'au 31 décembre 1964 les réserves actuarielles jointes aux contributions futures à être perçues aux taux actuellement en vigueur sont suffisantes pour pourvoir au paiement de tous les engagements des Caisses Assurance et Secours, sans déduction ou réduction.

Votre tout dévoué,

*John G. Ireland*

JOHN G. IRELAND,  
Actuaire.

MONTRÉAL, ce 25 février 1965

## GÉRANTS DE DISTRICT

### CHICOUTIMI

ROMÉO FRADET  
Suite 128, Edifice Murdock,  
110, est, rue Racine, Chicoutimi, P.Q. Tél.: 543-8790

### DRUMMONDVILLE

WELLIE GOUIN  
Bureau numéro 314, 100 Place Girouard,  
Drummondville, P.Q. Tél.: 478-1969

### JOLIETTE

LIONEL BÉLISLE  
C.P. 483, 348, Notre-Dame, Joliette, P.Q.  
Tél.: 753-9312

### MONTRÉAL

LS. J. DOYON  
7100, rue St-Hubert, Montréal, 10, P.Q.  
Tél.: 273-4404

### OTTAWA-HULL

B. G. MARCHETERRE  
110, rue York, Ottawa, 2, Ont.  
Tél.: 235-7831

### QUÉBEC

RICHARD LAVOIE  
2485, boulevard Ste-Anne, Québec, 3, P.Q.  
Tél.: 661-8596

### RIMOUSKI

J. L. MARTIN  
C.P. 1056, Suite 2, 133, rue St-Germain,  
Rimouski, P.Q. Tél.: 724-4787

### SEPT-ILES

JOS. LS. LAPOINTE  
C.P. 873, Suite 3, Edifice Charette,  
461 Brochu, Sept-Iles, P.Q. Tél.: 942-9254

### SUDBURY

ARTHUR QUESNEL  
C.P. 338, Suite 201, 116, est, rue Elm,  
Sudbury, Ont. Tél.: 673-6165









AR36



UNION DU CANADA

1 8 6 3 - 1 9 6 3





JUN 11 1965

# Notes historiques

*par Florian Carrière*

UNION DU CANADA

1863 — 1963

Cette modeste brochure n'a pas la prétention de constituer un historique de l'Union du Canada. Il faudrait plusieurs volumes pour mettre en relief une histoire aussi riche de dévouements et de réalisations.

Il s'agit ici simplement de souligner les fruits d'un travail commencé il y a un siècle.

Les débuts de l'oeuvre sont exposés d'une façon particulière, et ceci pour bien démontrer l'esprit qui a présidé à la fondation de la Société.

L'aide apportée à l'avancement de nos institutions nationales trouve également une place assez large. C'est de l'essence même d'une société mutuelle de fournir des services qu'une institution purement d'affaires ne donne généralement pas.

Institution coopérative, l'Union du Canada a travaillé à relever le niveau financier d'une minorité. Ses réalisations dans le domaine de l'assurance-vie doivent se mesurer selon le contexte dans lequel cette Société a évolué. Son influence sociale et nationale prouve hors de tout doute que sa fondation a été pour les nôtres un acte de foi et de prévision.

*Le président général,*

AIMÉ ARVISAIS.



## CHAPITRE I

### *Fondation*

A Ottawa, qui venait à peine de recevoir ce nom après s'être appelée Bytown depuis sa fondation, les Canadiens d'expression française se trouvaient isolés et cherchaient à se grouper.

Parmi eux, deux cordonniers, natifs de Joliette mais fixés à Ottawa, MM. Léonard Desmarais et Jean-Baptiste Champoux, avaient été émerveillés des services que la Société dite l'Industrie de Joliette rendait à ses membres. Au commencement de février 1863, M. Desmarais fit part à M. Ulric Pelletier, d'un projet de fonder une société semblable à Ottawa. Ce dernier accepta d'en faire partie et consentit volontiers à prêter son magasin pour pouvoir y tenir des réunions. M. Bordeleau, cordonnier également, y donna aussi son approbation. MM. Desmarais et Champoux allèrent voir un instituteur, M. Demers, appelé frère Demers, et lui demandèrent la salle de l'école de la rue Murray pour y tenir les assemblées. L'instituteur accepta en spécifiant que c'était pour une assemblée seulement et demanda aux fondateurs de faire bien attention.

La première réunion se tint le 22 mars 1863 dans l'école de la rue Murray. Vingt-trois Canadiens français répondirent à l'appel de MM. Desmarais, Champoux et Bordeleau. Ce dernier, à titre de citoyen le plus âgé, fut élu président de la réunion, et M. F. Lauzon, secrétaire.

Après discussion, l'on se décida de se réunir à nouveau au même endroit, le dimanche suivant.

Aux assemblées du 29 mars et du 6 avril, il fut simplement question de trouver une salle convenable et de se munir des objets nécessaires à une société. Entre-temps, plusieurs membres retirèrent leur adhésion et tirèrent de l'arrière sous prétexte qu'on n'avait pas des hommes aptes à fonder une société. Enfin le 13 avril, le président, M. Cuthbert Bordeleau, demanda à tous ceux qui étaient définitivement décidés à devenir membres fondateurs de la société de donner leurs noms. On enregistra alors les noms suivants :

MM. Cuthbert Bordeleau, Toussaint Ménard, Damase Noël, François Sauriol, J.-B. Champoux, Ulric Pelletier, Léonard Desmarais, Jos. Maheux, Léon David, Théophile Bellemare, Fulgence Lalonde, Alfred Dufour.

A l'assemblée subséquente, soit celle du 20 avril, on procéda à l'admission des nouveaux membres : Edmond Cusson, forgeron; M. Therrien, meublier; J. Guérard, peintre; J. B. Ethier, boucher; Onésime Barrette, forgeron.

L'élection du premier conseil exécutif donna le résultat suivant : Président, Cuthbert Bordeleau; 1er vice-président, Ulric Pelletier; 2e vice-président, J. Guérard; secrétaire, Léonard Desmarais; assistant secrétaire, T. Ménard; trésorier, Léon David; "collecteur", François Sauriol; assistant "collecteur", O. Barrette.

A la séance du 27 avril, on admit de nouveaux membres dont voici les noms : Barnabé Desjardins, tailleur de pierres; J. B. Aubin, cordonnier; J. B. Mathieu, maçon; Pierre Automne, tailleur de pierres.



De plus, aux séances du mois de mai, les personnes suivantes furent admises membres de la Société : Alexis Foisy, ferblantier; Zéphirin Foisy, épicier; David Gravel, charpentier; Elie D'Amour, forgeron.

Le premier à payer sa contribution mensuelle fut M. Léon David, trésorier. Il remit un montant de 50 cts à la Société. Le 10 mai 1864, le trésorier déposait à intérêt, entre les mains du Révérend Père Dandurand, une somme de \$30.00 constituant son actif.

A ce moment-là, l'Union St-Joseph d'Ottawa suivait les règlements de la société l'Industrie de Joliette car la première Constitution ne fut imprimée qu'en 1865.

## CHAPITRE II

## Constitution

Cette première Constitution de l'Union St-Joseph d'Ottawa fut imprimée en 1865 par les Presses à Vapeur de Plinguet & Laplante, 30, rue St-Gabriel, Montréal.

La page titre porte l'inscription suivante : "Constitution et Règlements de l'Union St-Joseph d'Ottawa, fondée le 22 mars 1863, par Cuthbert Bordeleau, cordonnier. Incorporée le 1er juin 1864. Chapelain : — Révérend A. Pallier. Médecins : — Dr J. O. Beaubien et Dr Pierre St-Jean".

L'endos de cette page indique le nom des fondateurs, soit MM. Cuthbert Bordeleau, Herrick Peltier, Léonard Desmarais, Toussaint Ménard, Léon David, François Lauriol, Onésime Barrette, Théophile Bellemare, Barnabé Desjardins, Alexis Foisy, Alfred Dufour, Fulgence Lalonde.

L'Acte d'incorporation de l'Union St-Joseph d'Ottawa a été accordé par la législature de la province du Canada, le 30 juin 1864. Cet acte d'incorporation, en plus de spécifier le nom des membres fondateurs, indique également le but de ce corps politique (corporation) : "Aider et secourir ses membres dans le cas de maladie, et assurer de semblables secours et autres avantages aux veuves et aux enfants des membres décédés, et sous ce nom, pourront, en tout

temps, à l'avenir, acheter, acquérir, posséder, avoir, échanger, accepter et recevoir, pour eux et leurs successeurs, toutes terres, ténements et héritages, et toutes propriétés foncières ou immeubles sis et situés dans le Haut-Canada, nécessaires à l'usage et occupation actuelle de ladite corporation, n'excédant pas la valeur annuelle de deux mille piastres, et les hypothéquer, les vendre, les aliéner ou en disposer, et en acquérir d'autres à leur place pour les mêmes fins . . .”

De la Constitution proprement dite, on relève l'article 2 concernant la qualification des membres. “Pour devenir membres de cette Association, il faut que l'aspirant 1) ait atteint l'âge de 18 ans et ne dépasse pas celui de 40 ans; 2) qu'il appartienne à la classe travaillante, toute classe professionnelle et mercantile exceptée; 3) qu'il soit connu pour jouir d'une bonne santé et professant la sobriété; 4) qu'il soit Canadien français et catholique romain; 5) qu'il n'appartienne à aucune société secrète; 6) qu'il soit de la cité d'Ottawa”. On indique également que les deuxième et quatrième clauses de cet article ne pourront être changées que par l'unanimité des membres présents à une assemblée générale.

L'article 3 détermine la façon d'admettre les membres, et il fallait procéder par tout un rituel. Il est très intéressant de constater par l'article 12 intitulé “Fonds des Veuves et des Orphelins”, la façon dont devaient se payer les indemnités et acquis. Cet article se lit comme suit : “1) L'Association paie sept chelins et six deniers courant par semaine à la veuve d'aucun membre décédé tant qu'elle reste veuve et qu'elle jouit d'une bonne réputation, c'est-à-dire que sa conduite est irréprochable; cependant la veuve d'un membre n'a droit à ces bénéfices que si son mari défunt a été membre au moins durant un an accompli depuis la date de sa carte d'admission; 2) la veuve d'un membre n'a pas droit au bé-



néfice, si ledit membre, lors de son décès, est endetté de plus de quatre mois de contribution ou plus d'une piastre et demie d'amende : mais dans ce dernier cas, il faut que ce montant d'une piastre et demie d'amende soit dû depuis au moins deux mois; 3) une femme qui aura été séparée de son mari ne reçoit aucun bénéfice, à moins qu'il ne soit prouvé qu'elle vivait avec lui depuis au moins six mois avant le décès de son mari, ou encore qu'il ne soit reconnu que cette femme n'était séparée de son mari que pour cause de mauvaise conduite ou d'immoralité de la part de son mari; 4) les secours aux orphelins sont d'un chelin par semaine; en outre, la moitié des amendes d'enterrements est inscrite à part sur un livre, et un chelin par semaine est payé sur cette somme à chaque orphelin qui aura perdu son père et sa mère tant que la Société le jugera nécessaire, et que ces orphelins ne dépassent pas l'âge de 14 ans; 5) la Société ne paie les orphelins que jusqu'à l'âge de 14 ans."

L'article 9 des règlements stipule ce qui suit : "1) Lorsqu'une application pour bénéfices est faite à la Société par aucun membre malade, le Président nomme deux membres pour le visiter, et ils font rapport à la séance suivante; 2) de plus, il est loisible à la Société de nommer un ou deux médecins pour faire visiter le malade quand l'Association le juge nécessaire."

L'admission des membres est régie par l'article 10 qui se lit comme suit : "1) Le prix d'entrée est de cinq piastres, payable une piastre par mois pendant cinq mois; 2) la contribution régulière des membres est de quarante-cinq sous par mois payable tous les mois; 3) le membre qui propose un aspirant doit verser entre les mains du Secrétaire deux chelins et six deniers courant qui seront à déduire sur le prix d'entrée si l'aspirant est admis, mais si l'aspirant est rejeté le gage est remis au dépositaire; 4) tout membre qui n'a pas payé le montant de son entrée à l'échéance du sixième





H. B. Champoux



L. Desmarais



L. David



D. Barrette



E. Bellemare



A. Dufour



P. Desjardins



F. Sauriol



M. Veilher



G. Bordelean



F. Lalonde



E. Menard

# Soudeurs de Moncton

1863.

WM CHARRON  
Moncton  
N.B.



me mois après son admission, est rayé de la liste des membres; 5) tout aspirant rejeté ne peut être présenté de nouveau qu'au bout de trois mois."

La distribution des bénéfices fait l'objet de l'article 13 : "1) Un membre qui n'est pas disqualifié et qui se trouve incapable de travailler ou de vaquer à ses occupations, par suite de maladie ou d'accident, reçoit de la Société quinze chelins par semaine; 2) au décès d'un des membres, la Société paie pour le membre décédé un service d'une cloche, et tous autres frais d'enterrement, pourvu qu'ils ne dépassent pas la somme de vingt piastres; 3) la Société ne paie pas les frais d'enterrement et de service à un membre qui n'aura pas été un an accompli à dater de la date de son admission dans la Société; 4) tout membre qui se suicide, qui meurt par suite de s'être battu en duel ou s'être engagé pour se battre dans les élections ou ailleurs, perd ses droits aux service et frais de sépulture."

Les règlements à l'article 18 indiquent les Devoirs religieux et autres des Membres en dehors de la Société. "1) Tout membre de cette Association doit employer son confrère (s'il est possible) préférablement à toute autre personne, dans son métier, commerce, ou aucune manière quelconque; 2) comme cette Association a pris pour patron St-Joseph, tous les ans, à la fête de ce saint, les membres paieront entre eux les frais d'une grand-messe, qui est chantée dans la Cathédrale d'Ottawa; 3) tous les membres doivent assister à ce devoir religieux sous peine d'une amende de deux chelins et six deniers courant."

L'article 21 parle des Devoirs des Membres à la Fête St-Jean-Baptiste. "1) Tout et chaque membre de la Société est obligé d'assister tous les ans en corps avec la Société à la fête patronale de la St-Jean-Baptiste, et tous les membres qui n'assisteront pas à la procession seront passibles d'une

amende d'un écu, excepté en cas de maladie ou absence de la ville; 2) lorsque les deux tiers des membres décideront d'engager une bande pour la fête St-Jean-Baptiste, tous les membres de la Société paieront les frais des dépenses par part égale, et ce dans l'espace d'un mois sous peine d'être privés de leurs bénéfices jusqu'à un mois après avoir payé."

Enfin, l'article 23 précise le contenu de la Bibliothèque : "La bibliothèque de la Société se compose d'ouvrages sur les arts et métiers et d'histoire, ou tous autres ouvrages n'étant pas contraires à la morale".

La charte originale de l'Union du Canada fut amendée en 1879 par la législature ontarienne afin de rendre insaisissables les bénéfices et avantages que l'Union garantissait à ses membres ou à leurs héritiers.

En 1905, par une loi fédérale, le nom de l'Union St-Joseph d'Ottawa fut changé en celui de l'Union St-Joseph du Canada.

Enfin, le 28 août 1959, la Société obtenait par lettres patentes de la province d'Ontario son changement de nom en son nom actuel, soit l'Union du Canada, Life - Assurance - Vie.

## CHAPITRE III

# *Les 25 premières années de la Société*

Les premières années d'une institution sont révélatrices des buts et des moyens employés par cette institution et éclairent également la mentalité de ceux qui l'ont fondée. Il faut bien remarquer que l'Union du Canada a été fondée par des ouvriers et pour des ouvriers. Il n'était nullement question, au début, de faire une œuvre pouvant dépasser la ville d'Ottawa mais simplement un genre de société de secours mutuels s'occupant non seulement du domaine économique mais également du domaine social et national. Ceci explique très bien les buts de la Société tels qu'exposés dans la charte et les événements qui vont marquer les premiers vingt-cinq ans de cette société.

Dans le domaine de l'assurance-vie proprement dite, la Société demanda d'abord à chacun de ses membres une cotisation mensuelle de 50 sous. A même le fonds ainsi constitué, la famille d'un sociétaire décédé recevait \$1.50 par semaine. Après quelques années d'expérience un pareil système grevait trop lourdement le budget de l'association. En 1870, la Société acheta, à raison de \$160.00 chacune,



Thomas qui avait été fondée elle-même par des anciens résidents de Joliette également.

A cette époque, la cité d'Ottawa comptait 13,000 Canadiens français .

## CHAPITRE IV

### *Evolution de 1895 à 1918*

Jusqu'en 1895, les directeurs de la Société étaient élus tous les six mois, ce qui occasionnait énormément de changements. Les assemblées avaient lieu toutes les semaines et l'assemblée de la première semaine du mois constituait une assemblée générale. Les contributions étaient fixées le plus bas possible, et les membres n'étaient pas intéressés à augmenter leurs contributions. Ceci évidemment retardait de beaucoup la marche vers le progrès de la Société.

Il fallut attendre jusqu'en 1895 pour modifier cette façon de procéder. Le Conseil fédéral fut créé et la Société pu prendre de l'expansion en dehors des limites de la ville d'Ottawa. Le conseil élu pouvait rester en charge pour une période de deux ans, et le conseil général se réunissait tous les deux ans également. A cette époque, la Société comptait huit succursales, soit Ottawa, Arnprior, Clarence Creek, Crysler, Hull, Joliette, Rockland, Mattawa et l'Original. L'effectif total était d'environ 1400 membres.

On décréta aussi que l'on pouvait émettre des polices dites juvéniles sur la vie des enfants en-dessous de 15 ans et aussi des polices dans les classes spéciales pour les adultes au-dessus de 55 ans.

En 1902, il y a adoption d'une nouvelle échelle de taux pour la caisse d'assurance, échelle plus élevée que la précé-

dente et la Société comptait alors 3,000 membres et 51 succursales tant dans Québec qu'en Ontario. Enfin, en 1911, la Société ferme toutes les anciennes caisses, impose à ses membres une taxe d'administration de 30 sous par mois et adopte l'échelle de taux du Congrès Fraternel. C'est la première échelle scientifique qui ait été adoptée par la Société.

Durant ces années, soit en 1907, la Société construisit un magnifique édifice qu'elle occupe encore aujourd'hui.

En 1913 de splendides fêtes à Ottawa soulignent ses 50 ans d'existence. Enfin, elle traverse la période de guerre, de 1914 à 1918, en payant toutes les polices des membres qui meurent à la guerre.



## CHAPITRE V

### *1918 - 1939*

L'Union du Canada avait été l'une des pionnières en assurance-vie dans l'Amérique du Nord. Fondée par de simples ouvriers, aucune table scientifique n'avait existé à ses débuts pour établir les contributions. Sous l'instigation de M. Olivier Desrochers, qui fut président de la Société durant plusieurs années entre la période s'étendant de 1868 à 1918, la Société avait dû modifier ses structures des taux, notamment en 1912.

Après avoir consulté un actuaire américain, qui fut l'un des précurseurs dans ce domaine, les autorités de la Société décidèrent, dès 1917, d'imposer des taux scientifiques. Il leur fallait donc faire accepter par les anciens membres une augmentation du taux ou une diminution de la protection garantie par leur certificat.

Il faut comprendre que la tâche ne fut pas facile et ce rajustement a eu pour effet de faire perdre à la Société environ un cinquième de son effectif, et de paralyser presque complètement son recrutement jusqu'en 1923. Le rajustement des taux avait eu pour but de raffermir les bases de la Société et de lui garantir une stabilité à toute épreuve.

Dès 1924, l'admission de nouveaux membres se chiffrait à 2,000 par année. En 1938, au moment de fêter ses

75 ans, l'Union St-Joseph du Canada émettait des polices de \$100.00 à \$10,000.00 et elle acceptait les hommes, les femmes et les enfants. Les polices comportaient des bénéfices au vieil âge, en invalidité ainsi que des bénéfices en maladie. La Société comptait alors au delà de 30,000 membres répandus dans 635 succursales depuis l'Est canadien jusqu'à Maillardville, en Colombie-Britannique. La Société avait 510 succursales dans Québec, 90 dans Ontario et 25 au Nouveau-Brunswick et 10 en dehors de ces provinces. Son actif se chiffrait à \$3,210,030.00. Il faut comparer ce montant à la somme de \$30.00 qui a été l'actif déclaré en 1864.

L'Union du Canada, comme toute autre société, a dû passer à travers la crise économique qui sévit au Canada de 1929 à 1940. Son actif a continué à augmenter à un rythme assez intéressant. Cependant, en 1939, l'on s'aperçut que plusieurs placements, qui avaient été considérés comme de tout repos, étaient perdus, et la Société se vit dans un état financier plutôt difficile. Il n'y eut pas de désastre financier mais un rajustement dans les finances de la Société s'imposa, comme d'ailleurs dans les finances d'une foule d'autres institutions financières du pays et des Etats-Unis. Il est à remarquer que durant la période comprise entre les années 1929 et 1932, 210 compagnies commerciales américaines faillirent ou furent réassurées. De ce nombre 39 fermèrent leurs portes définitivement dans les deux années qui suivirent 1929.

## CHAPITRE VI

### *1940 - 1963*

Ce rajustement financier se fit durant la période de 1940 à 1955, tout spécialement, alors que la Société était sous la direction de M. Hector Ménard, administrateur général. Cette remise en état des finances de la Société s'effectua sans grever en aucune façon les assurés et sans affecter les opérations de la Société. Durant ce temps s'opéra également des changements dans l'administration de la Société. Sous la gouverne du Dr Rufus H. Parent, président général, et qui occupa ce poste durant une vingtaine d'années, l'on modifia les structures internes de la Société. Ainsi, au lieu d'avoir un secrétaire trésorier et un secrétaire trésorier adjoint ainsi qu'un organisateur général, l'on décida à la convention de 1944 d'établir les officiers suivants : un administrateur général, un secrétaire général, un trésorier général et un organisateur général. L'on forma ainsi trois départements sous l'autorité de l'administrateur général qui en était responsable devant le Conseil exécutif de la Société. Les trois officiers eux-mêmes devaient présenter des rapports au Conseil exécutif qui se réunissait six fois par année. Ce changement permit de décentraliser l'administration de la Société et de lui donner un plus grand essor.

On réorganisa durant ce temps toute la gamme des polices à émettre ainsi que des différents privilèges qu'on pouvait ajouter sur les polices. Ce fut une période de nouvelles conquêtes dans le champ de l'assurance-vie.

On construisit en 1953 une annexe à l'édifice actuel pour pouvoir donner plus d'espace au personnel qui grandissait avec le chiffre d'affaires.

En 1956, la Société élisait M. G.-Arthur Desjardins comme président général, et ce dernier assumait également la tâche d'administrateur général, à la retraite de M. Hector Ménard.

De 1956 à 1962, l'Union du Canada continua à consolider ses positions financières tout en assumant une participation plus grande au marché de l'assurance-vie.

Lors du décès de M. G.-A. Desjardins, survenu en mai 1962, le Bureau de direction choisissait M. Aimé Arvisais comme président administrateur de l'Union du Canada.

Au début de 1963, l'Union du Canada peut compter sur un actif de \$14,473,969. Le total de l'assurance en vigueur s'élève à \$82,463,883. Le surplus général se chiffre à \$2,791,622., surplus qui permet à la Société de maintenir une solvabilité de 117.3%. Il s'agit là d'un degré de solvabilité rarement atteint par une institution d'assurance.

Sur un actif de près de quinze millions et demi, la Société détient en portefeuille un montant de \$5,849,865. en prêts hypothécaires, \$6,691,628. en obligations. Les prêts hypothécaires ont été consentis en presque totalité à des Canadiens français et les obligations proviennent des provinces canadiennes, des utilités publiques, des corporations scolaires et municipales ainsi que des institutions religieuses. Le rendement de l'actif s'élève à 5.32%.

Depuis sa fondation, la Société a versé la somme totale de \$22,713,503. comme bénéfices en vertu des contrats d'assurance détenus par ses membres.



Cette somme se répartit comme suit : \$12,181,555., bénéfices au décès; \$5,035,176., bénéfices en maladie, accident, invalidité et vieil âge; et \$5,496,772. en qualité de ristournes, rachats de polices et conversions de polices.

Il serait impossible de mentionner toutes les personnes qui ont participé depuis sa fondation au progrès de l'Union du Canada. Qu'il nous soit permis cependant de mentionner d'une façon particulière M. Olivier Durocher, qui a été de nombreuses années au service de l'Union du Canada et qui lui a imprimé, dès ses débuts, une impulsion durable. Il faudrait souligner le nom des anciens présidents, soit M. Georges W. Séguin, qui n'a rien négligé pour faire de l'Union du Canada une société nationale par excellence des Franco-Ontariens. Il faut également relever le nom du notaire J. S. Tétreault, de Sherbrooke, qui a dirigé la Société aux heures difficiles du rajustement des taux, en 1918. Ces noms s'ajoutent à ceux déjà cités.

Parmi les employés qui se sont dévoués dans l'intérêt de la Société, durant le dernier demi-siècle, mentionnons M. Charles Leclerc, qui fut secrétaire trésorier, M. Hector Ménard, qui fut secrétaire trésorier adjoint puis administrateur général; M. Louis-J. Chatelain, qui fut caissier, puis trésorier général; M. Eugène Sauvé, qui occupa le poste d'organisateur général durant de nombreuses années.

## CHAPITRE VII

### *Oeuvre nationale*

Les quelques pages qui précèdent indiquent simplement le côté assurance et le côté organisation de l'Union du Canada.

Il faut bien se rappeler qu'au tout début, tels n'étaient pas uniquement les objectifs que s'étaient tracés les fondateurs de la Société. On pourrait même dire que la question économique était un moyen plutôt qu'une fin en elle-même. Il s'agissait d'une association qui devait englober toute l'activité publique du membre, soit l'activité sociale, l'activité économique, l'activité religieuse et l'activité nationale. Tel qu'indiqué auparavant, tout membre de cette association devait employer son confrère préférablement à toute autre personne dans son métier et commerce. Les membres s'engageaient au point de vue religieux, entre autres, à se cotiser à la fête de Saint Joseph pour faire chanter une messe, et tous les membres qui n'assistaient pas à cette messe devaient payer une amende de 2 chelins et 6 deniers. Au point de vue national, chaque membre de la Société était obligé d'assister tous les ans, en corps, avec la Société, à la fête patronale de la Saint-Jean-Baptiste, et tous les membres qui n'assistaient pas à la procession étaient passibles d'une amende d'un écu, excepté en cas de maladie ou absence de la ville.

Au point de vue culturel, la Société a vu dès ses débuts à l'établissement d'une bibliothèque à l'usage de ses membres.

Les Canadiens français à Ottawa ont fondé l'Union St-Joseph du Canada dans le but de se serrer les coudes et de mieux se connaître afin de mieux défendre leurs intérêts.

Dans le premier procès-verbal, soit celui de la réunion du 22 mars 1863, on lit les mots suivants : "Les Canadiens d'Ottawa jouissent de beaucoup de talents et de capacités et sont capables de le montrer autant que nos voisins de là-bas." Il faut relever dans cette phrase le mot "les Canadiens d'Ottawa" qui indiquent clairement que les fondateurs de la Société se considéraient comme de véritables canadiens alors qu'ils ne considéraient pas les Canadiens de d'autres races comme étant d'authentiques canadiens.

Dans le procès-verbal de la réunion du 13 avril 1863, on relève le paragraphe suivant : ce paragraphe, évidemment, est écrit à la mode du temps, mais à travers la rédaction un peu solennelle, apparaissent les vrais motifs qui ont précédé à la fondation de la Société :

"Unissons-nous donc, Canadiens, et nous serons forts contre les préjugés qui nous accusent de ne pas pouvoir nous unir entre nous. Nous espérons que notre conduite va démentir ces reproches, car il bat dans la poitrine du Canadien français un coeur noble et généreux. Mais la faute chez nous, compatriotes, la voici : nous sommes trop timides. Cependant, le temps doit être arrivé de sortir de cet assoupissement qui, jusqu'à ce jour, a entravé l'union entre nous. Montrons à nos confrères du Bas-Canada que nous, Canadiens de la future capitale du Canada, nous savons remplir le devoir qui nous incombe en nous enrôlant sous la bannière de l'Union St-Joseph. Montrons-leur que nous aussi nous aimons notre nation et tenons à nous venir en aide les uns les autres. N'est-ce pas là, messieurs, un excellent moyen

de resserrer ces liens de nationalité qui sont si faibles chez nous. Canadiens ?”

La phrase qui est toujours dans le code de l'Union du Canada et qui résume le mieux les vrais motifs de la fondation de la Société est la suivante : “La Société a pour but l'union des catholiques romains parlant la langue française, dans une commune pensée de secours mutuel et de progrès matériel, national et religieux.”

Son oeuvre nationale en faveur de la langue française s'est longtemps exercée dans les centres ontariens. Ainsi, en 1895, le curé d'Arnprior, M. Chaine, salua l'Union St-Joseph comme “une société apportant une garantie de plus pour la langue française”. A ce moment-là, il n'y avait pas d'école à Arnprior où les Canadiens français pouvaient apprendre le français, mais ceux qui le connaissaient avaient l'occasion de parler cette langue lors des réunions hebdomadaires des membres de l'Union St-Joseph.

De sa fondation en 1863 jusqu'en 1910, date de fondation de l'Association canadienne-française d'éducation d'Ontario, l'Union du Canada a joué dans l'Ontario le rôle d'une Société St-Jean-Baptiste ainsi que celui d'une Association d'éducation.

Quelques années avant 1910, les Canadiens français de l'Ontario sentaient la nécessité de s'unir pour défendre leurs droits religieux et linguistiques dans le domaine scolaire. Il était assez difficile cependant de trouver une entreprise qui pouvait mener à bonne fin l'organisation d'un congrès. Seule la mutuelle l'Union St-Joseph du Canada pouvait permettre une telle organisation. Le 28 décembre 1908 se tenait au bureau-chef de l'Union St-Joseph du Canada la première réunion relative à la question canadienne-française dans l'Ontario, et c'est encore dans les salles de cette Société que





J.-E. GUILLET  
1er vice-président



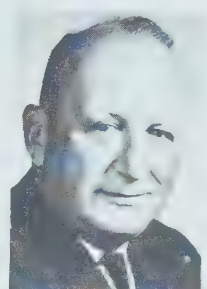
AIMÉ ARVISAIS  
Président général



JOSEPH TRÉPANIÉ  
2ième vice-président



DAMIEN ST-PIERRE  
Médecin général



PAUL RAYMOND  
Directeur



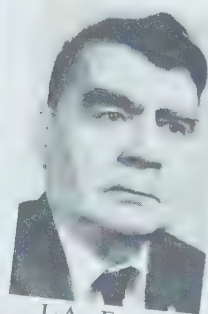
J.-A. MARLEAU  
Directeur



EDOUARD HARVEY  
Directeur



T.-L. GAUTHIER  
Directeur



J.-A. FORTIN  
Directeur



OCTAVE GABOURY  
Directeur



FLORIAN CARRIÈRE  
Secrétaire général



JEAN-MARIE ST-GEORGES  
Trésorier général



W. F. D. ANDERSON  
Directeur des ventes



s'est tenue la seconde réunion le 24 janvier 1909 pour décider qu'il y aurait congrès. C'est enfin dans les mêmes salles de la même Société que le Comité général du congrès en perspective s'assembla jusqu'à cinq fois par semaine, et ceci de février 1909 à janvier 1910.

L'on peut dire sans exagération que l'Union St-Joseph du Canada a été, de par ses membres et de par l'influence qu'elle exerçait en Ontario, la fondatrice de l'Association canadienne-française d'éducation. C'est pourquoi l'honorable sénateur N. A. Belcourt écrivait en août 1911 les lignes suivantes :

“Il est grand le sentiment de la reconnaissance que les Canadiens français d'Ontario éprouvent envers l'Union St-Joseph du Canada pour l'aide constante et efficace qu'elle leur a prêtée dans la revendication des droits de la population canadienne-française.”

Et l'honorable juge A. Constantineau écrivait lui-même ce qui suit :

“Sans l'Union St-Joseph du Canada le mémorable Congrès d'Education des Canadiens français d'Ontario aurait été impossible, car c'est l'Union St-Joseph qui nous a fourni les moyens d'atteindre les groupes épars des Canadiens français de la province.”

#### *Le règlement XVII :*

La génération actuelle ne se souvient peut-être pas complètement des événements qui se sont déroulés lorsque le gouvernement d'Ontario a voulu imposer aux écoles catholiques de l'Ontario le fameux règlement XVII, et les perturbations que ce règlement a pu apporter, surtout dans la

capitale du pays. L'on sait qu'en 1915, pour se soustraire à l'autorité de la petite commission nommée par le gouvernement d'Ontario pour régir les écoles séparées, les demoiselles Desloges sortent de l'école avec leurs enfants pour se réfugier dans la chapelle de la rue Murray. Il s'agissait là d'un défi ouvert au gouvernement ontarien. Le 8 octobre des fleurs sont envoyées à ces vaillantes institutrices par la société St-Jean-Baptiste de Montréal. Un problème cependant surgissait. Qui allait oser présenter ces fleurs à ces demoiselles et braver ainsi la fureur du gouvernement d'Ontario. Le secrétaire de l'Association d'éducation, M. Alexandre Grenon, s'adresse évidemment à l'Union St-Joseph du Canada et l'on vit M. le docteur R. H. Parent et M. Charles Leclerc aller à la modeste chapelle pour dire aux héroïnes Desloges, la reconnaissance de toute une race.

L'on pourrait relater une foule d'anecdotes concernant la lutte contre le Règlement XVII, lutte qui se poursuivit de 1915 à 1927. Il serait préférable cependant de souligner simplement quelques témoignages de différentes sources. En 1919 l'Union du Canada fournit des fonds à la Commission scolaire d'Ottawa, et voici un éditorial du "Droit" de cette époque :

"Si la Commission scolaire d'Ottawa a des ennemis, qui, en demandant un jugement contre elle, veulent entraver l'éducation des enfants catholiques de la capitale, elle a aussi des amis très précieux. Au nombre de ces amis sincères, qui sont venus en aide d'une façon pratique à nos commissaires d'écoles, il importe de mentionner l'Union St-Joseph du Canada.

On reconnaît la vraie sympathie quand elle se traduit en piastres et sous : l'argent parle, comme disent les Anglais. Depuis près de quatre ans, l'Union St-Joseph du Ca-



nada, détentrice d'obligations de la Commission scolaire à Ottawa, n'a réclamé ni un sou du capital, ni un sou d'intérêt.

Elle a compris la position financière de Monsieur S. Genest et de ses collègues, et elle leur a fait généreusement crédit d'obligations et de coupons échus. De ce chef, sans formalité aucune, l'Union St-Joseph du Canada a avancé de nouveau à la Commission scolaire, une somme de \$18,500.00 sur ce que l'on pourrait dire simple parole. Elle a fait cette avance au taux de six pour cent, ce qui est un taux très bas, dans les circonstances. Car, à l'heure actuelle, la Commission scolaire ne pourrait guère emprunter à moins de sept pour cent. C'est ce qu'il faut déduire du fait que les courtiers C. H. Gurgess et Cie, de Toronto, offrent actuellement en vente \$50,000.00 d'obligations de ladite commission, avec échéance en 1939, et au prix de \$77.45, ce qui équivaut à 6.60 pour cent. On conçoit facilement que les embarras causés à la Commission héroïque, depuis dix ans, ont nui à son pouvoir d'emprunt.

On ne saurait trop féliciter l'Union St-Joseph du Canada de son patriotisme, en l'occurrence."

Le Sénateur P. Landry disait le 21 août 1917 :

"Point historique à retenir, l'Association canadienne-française d'éducation d'Ontario est la fille de l'Union St-

Joseph du Canada. Et si la fille est si admirable de courage et de vigilance, c'est qu'elle marche sur les traces de la mère, laquelle avant 1910, était la véritable société nationale des Canadiens français d'Ontario."

Pour ajouter à ces témoignages d'hommes éminents, qu'il nous soit permis de relever le témoignage d'un humble,

mais qui fut un lutteur incomparable en Ontario, le témoignage d'Alfred Longpré, de Pembroke, qui écrivait dans "l'Eveil de la Race" ce qui suit :

"J'ai dit, précédemment, qu'il y avait, à Pembroke, un conseil de l'Union St-Joseph du Canada. Qu'on me permette de l'écrire : Il me semble que l'on ne tient pas suffisamment compte du bien que cette société a fait aux Canadiens français d'Ontario, tout particulièrement. A Pembroke, cette société fut longtemps la seule où l'on parlait français, et l'on peut dire qu'elle a donné naissance au cercle Lorrain... Le patriotisme y a été réveillé, au mois de juin 1915, lors d'une grande assemblée organisée par l'Union St-Joseph du Canada, à laquelle portèrent la parole, monsieur Charles Leclerc, secrétaire général de cette société et monsieur Alexandre Grenon, secrétaire de l'Association canadienne-française d'Education d'Ontario."

A la suite de ces quelques témoignages et renseignements, il n'est pas exagéré de dire que l'Union du Canada a maintenu la flamme du français vivace dans plusieurs municipalités ontariennes et, en même temps, par son bulletin mensuel tenait ses membres de la province de Québec au courant des luttes faites en Ontario. Son action a eu pour but de cimenter l'union des Canadiens français des deux provinces, tout en permettant aux Franco-Ontariens de remporter la lutte sur le plan scolaire. Evidemment, la part prise par l'Union St-Joseph du Canada dans ces luttes n'enlève absolument rien au très grand mérite de toute la population franco-ontarienne et à la valeur de ses chefs.

## CHAPITRE VIII

### *Centin collégial*

Dès 1910, et ceci à la suite des difficultés scolaires ontariennes, l'Union du Canada décida d'offrir des bourses d'études afin de permettre à de jeunes Canadiens d'expression française d'accéder à des études supérieures. Ces bourses furent accordées à des enfants de nos membres.

Aujourd'hui, la Société accorde une centaine de bourses de \$100. chacune en plus des bourses spéciales suivantes : Deux montants de \$1,000. pour des études en actuariat, comptabilité ou autres sujets connexes; des bourses de \$100. à chacune des facultés de droit de nos universités de langue française, et ceci en vue de promouvoir l'étude du droit particulier de l'assurance-vie; un don de \$500. par année à la Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste d'Ontario pour l'organisation d'un concours d'histoire du Canada; des bourses se totalisant à \$300. par année pour le concours de français en Ontario. Le montant total de bourses versé à date s'élève à \$48,500. Ce montant ne comprend pas cependant l'aide financière ou autre apportée à tous nos groupements nationaux comme, par exemple, les commissaires d'école, les associations d'éducation, les groupements d'instituteurs, les oeuvres universitaires et diocésaines, etc.

Il est à remarquer que la caisse du Centin collégial est alimentée uniquement par quelques sous de plus ajoutés à

la contribution régulière des assurés. En procédant de cette façon, chaque membre de la Société contribue directement à fournir des bourses d'études, remplissant ainsi plus adéquatement son rôle de membre d'une coopérative d'assurance-vie totalement dévouée aux intérêts financiers et sociaux des siens.









